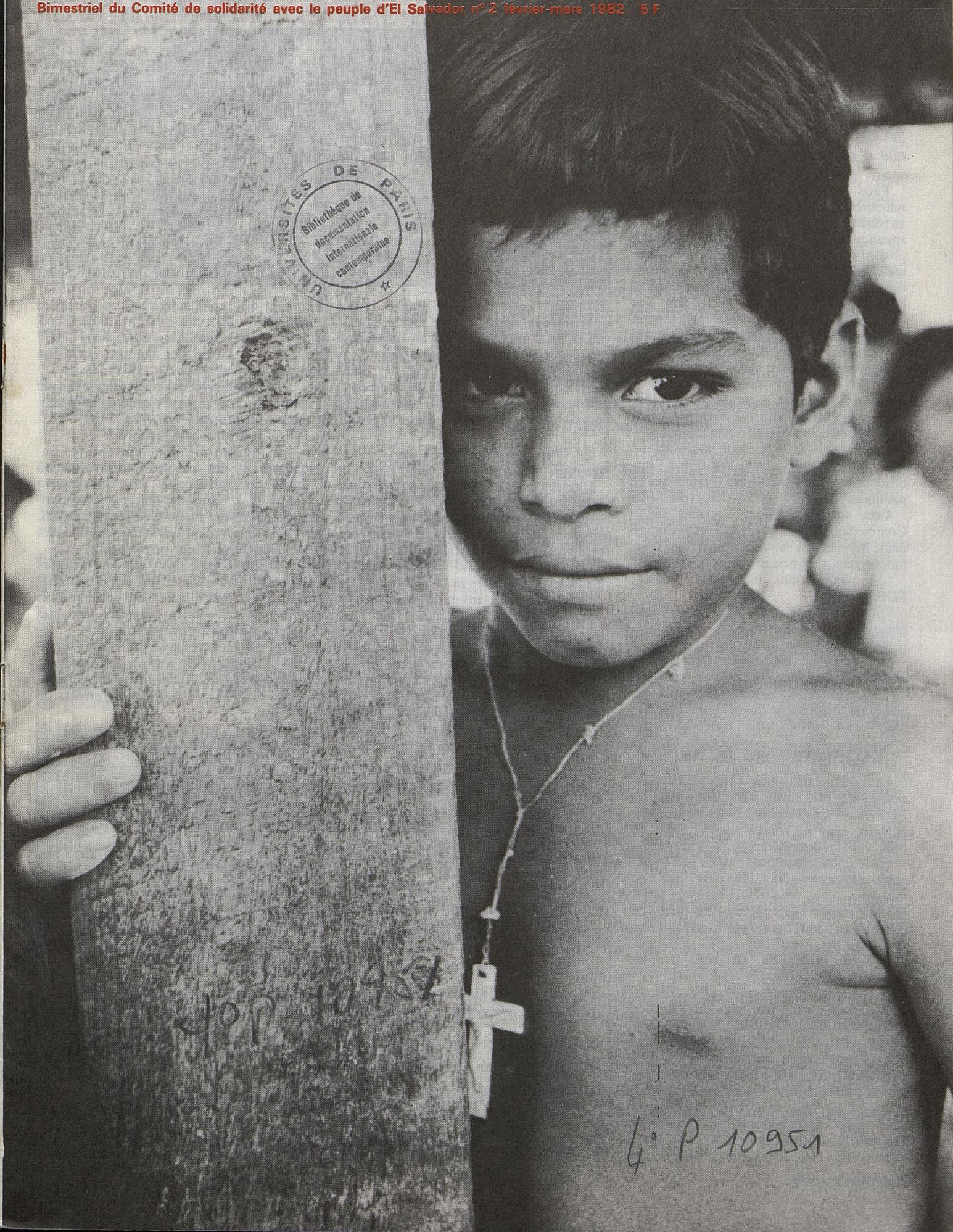


42P.10951
Clandius

FARABUNDO

Bimestriel du Comité de solidarité avec le peuple d'El Salvador n° 2 février-mars 1982 5 F



40P 10951

4° P 10951

Imposer une solution politique grâce au soutien international

La Conférence syndicale internationale de solidarité avec le Salvador a siégé à Montréal du 27 au 29 Novembre dernier. Organisée par la Centrale d'éducateurs du Québec et la Centrale nationale du Canada, elle a adopté la résolution suivante.

Face au refus des régimes dictatoriaux militaires successifs, au pouvoir depuis 1931 au Salvador, de changer pacifiquement la situation de misère, d'exploitation, d'analphabétisme, de violation des droits de l'homme et des droits syndicaux et la négation de l'exercice de la démocratie, les travailleurs et le peuple du Salvador ont dû recourir à la lutte armée pour se libérer de l'oppression et de la répression dont ils sont victimes. Parmi les victimes de choix de ce régime répressif figurent de nombreux syndicalistes et paysans.

Les travailleurs et le peuple du Salvador désirent la paix et, pour y arriver, proposent par l'intermédiaire de leur représentant légitime le FMLN-FDR, une solution politique ayant pour objectif la fin de la guerre et l'établissement d'un nouvel ordre économique et politique.

Cette solution politique, soutenue par le Comité d'unité syndicale (CUS) et le Comité unifié des paysans salvadoriens (CUCES) est fondée sur les principes généraux suivants :

- 1) négociations bilatérales FMLN-FDR et junte;
- 2) elles seront menées en présence de gouvernements témoins;
- 3) elles auront un caractère global;
- 4) le peuple salvadorien sera informé de tout le déroulement;
- 5) elles seront entamées sans qu'aucune des parties établisse des conditions préalables.

Légitimité de la lutte

La légitimité de la lutte du peuple salvadorien, la représentativité politique du FMLN-FDR, ainsi que la nécessité d'une solution politique négociée fondée sur le respect du droit à l'autodétermination, la souveraineté et l'indépendance, sont de plus en plus largement reconnues dans l'opinion publique mondiale. Nous nous réjouissons que cette reconnaissance s'exprime par des prises de position de nombreux gouvernements, et en particulier les gouvernements de la France et du Mexique, et nous souhaitons que ce mouvement s'amplifie.

Ce soutien solidaire revêt un caractère d'urgence. En effet, le peuple du Salvador avance dans sa lutte pour sa libération et son autodétermination, malgré le soutien politique, économique et militaire apporté à la junte militaire dirigée par Napoléon Duarte par le gouvernement impérialiste américain et ses alliés d'Amérique latine. Les Etats-Unis multiplient les ingérences et les menaces d'agression armée au Salvador, à Cuba, au Nicaragua, à Grenade et dans d'autres pays,

Farabundo n° 2



d'Amérique centrale et des Caraïbes. Face à cette situation susceptible de mettre en danger la paix mondiale, nous en appelons à tous les travailleurs, à tous les peuples du monde, et en particulier à celui des Etats-Unis, pour qu'ils dénoncent les ingérences américaines et agissent pour empêcher toute nouvelle intervention armée dans la région.

Droits syndicaux

De même, sur la base de l'aspiration universelle au respect des droits de l'Homme, et en particulier des droits syndicaux, au progrès économique et social, nous invitons toutes les organisations syndicales du monde, ainsi que les centrales internationales et régionales à exprimer la solidarité des travailleurs du monde envers les organisations syndicales du Salvador, en particulier :

- a) En appuyant leurs exigences :
 - La libération des prisonniers politiques et des dirigeants syndicaux
 - Le droit d'organisation et de syndicalisation des paysans, des employés des services publics et municipaux
 - L'abrogation de l'état de siège qui empêche la réalisation des droits syndi-

caux et des droits individuels du peuple en général

- Le droit de grève
 - La fin des attentats contre les locaux des fédérations et des syndicats
 - L'arrêt de la persécution dirigée contre les dirigeants syndicaux et les organisations paysannes
 - L'arrêt du génocide.
- b) En favorisant l'information des travailleurs et des peuples sur la situation actuelle au Salvador, et en s'inspirant, en totalité ou en partie, des objectifs de solidarité mis en avant par le CUS et le CUCES.
 - c) En suscitant des initiatives concrètes de solidarité, politique et matérielle.
 - d) En organisant dans les meilleurs délais une semaine d'action au niveau international en appui à la lutte des travailleurs et du peuple salvadorien selon les modalités propres à chaque organisation.
 - e) En invitant les organisations syndicales à promouvoir lors de la prochaine conférence de l'OIT une rencontre internationale de solidarité avec les travailleurs du Salvador.
 - f) En condamnant l'intervention de l'impérialisme américain au Salvador.

Gouvernement démocratique révolutionnaire Un programme en sept points

Le Gouvernement démocratique révolutionnaire (GDR) garantira la souveraineté et l'indépendance nationale, préservera et défendra l'autodétermination du peuple salvadorien.

Le GDR garantira au peuple salvadorien la paix, la liberté, le bien-être et le progrès. Pour ce faire, il réalisera les réformes politiques, économiques et sociales qui assurent une juste distribution de la richesse, le droit à la culture, à la santé et à l'exercice effectif des droits démocratiques par la majorité.

LE GDR appliquera une politique internationale de paix et de non-alignement.

Au sein du GDR seront représentés démocratiquement tous les secteurs populaires, démocratiques et révolutionnaires qui auront contribué activement au renversement de la dictature fasciste.

Le GDR créera une armée de type nouveau, composée par l'Armée populaire révolutionnaire et par les groupes, secteurs et individus sains, honnêtes et patriotes, soldats et officiers de l'armée actuelle.

Le GDR appuiera toutes les entreprises privées qui favoriseront le développement économique en appliquant son programme.

LE GDR garantira la liberté de croyance et le libre exercice des cultes religieux.

Sommaire

Réunie à Montréal du 27 au 29 novembre derniers, la Conférence syndicale de solidarité veut imposer une solution politique grâce au soutien international

2

Les « élections » de mars 1982 : une sinistre farce fomentée par les Etats-Unis

4

Interview de Bustamente, président du Conseil des élections à la solde de la Junte

5

1932-1982 : un demi-siècle de répression et de dictature sanglante contre le peuple salvadorien

6

La réalité quotidienne est faite d'un combat incessant contre la maladie. Solidarité pour la santé

7

Un an après l'offensive générale du FMLN, bilan de la situation militaire

8

Le bourbier de Washington : si l'histoire ne se répète pas, l'impérialisme garde l'espoir de la conduire selon ses intérêts

10

Voyage dans les zones sous contrôle

11

Vers un renforcement de la solidarité en Europe

12

La société salvadorienne traverse une crise profonde, politique, économique et sociale

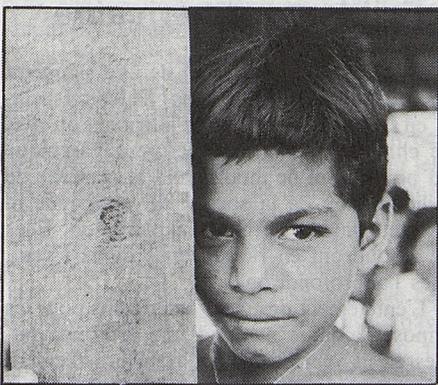
13

Renaissance du mouvement paysan révolutionnaire

14

Israël, bras droit de l'impérialisme américain, livre des armes au fascisme guatémaltèque

15



Directrice de la publication : Solange Ameye
Bimestriel d'information du Comité Salvador
68 rue de Babylone, 75007 Paris
Numéro de commission paritaire : en cours
Couverture : Christian Poveda
Illustrations : Christian Poveda,
Maurice Lemoine
Photocomposition : La Boutique à Signes
(246 76 78)
Impression : Rotographie, Montreuil
(859 00 80)

Le droit à l'autodétermination

Il y a un demi siècle au Salvador le peuple s'insurgeait contre la misère, la malnutrition, les maladies, en un mot, contre les conditions de vie auxquelles l'oligarchie l'avait condamné. Cette insurrection pour la liberté et la justice fut suffoquée par le massacre : 30 mille morts. Maximiliano Hernandez Martinez imposa au pays une des plus sanglantes dictatures de l'époque. L'arbitraire y régnait. Toute expression de vie démocratique était interdite et punie.

En mai 1944 le dictateur fut contraint de quitter le pays, une grève générale menée par tout un peuple en fut la cause. Cependant l'absence du dictateur n'empêcha pas l'armée de poursuivre sa cruelle besogne. L'oligarchie se débarrassait d'un obstacle à l'adaptation de l'Etat à ses besoins d'intervenir dans de nouveaux secteurs. Mais le peuple avait été présent pour réaliser cette tâche et on lui octroyait, sur le papier, les droits pour les ouvriers à se syndicaliser et à faire la grève. Le code du travail de 1950, bien que très limité, ne sera jamais appliqué.

La lutte du peuple salvadorien pour la conquête de ses droits fondamentaux va emprunter durant cette période tous les chemins qu'une loi précaire et non-appliquée lui permettait. Les manifestations, les pétitions, les grèves de la faim, les arrêts de travail se succédaient sans que le régime dictatorial et oligarchique cède à ses demandes. La fraude électorale a été systématiquement utilisée pour enlever la victoire populaire.

La protestation a reçu toujours la même réponse : emprisonnements, tortures, exils, massacres. Tout a été bon pour déjouer la volonté du peuple.

Les années 70 voient apparaître les organisations politico-militaires qui vont devenir l'avant-garde de la révolution salvadorienne. Les organisations de masse telles que le BPR, FAPU, Ligue 28 Avril, les partis politiques, les syndicats, les organisations et associations se renforcent et, malgré la répression, conduisent une lutte ouverte, non-clandestine contre la dictature. La tension monte dans le pays, la combativité populaire est inépuisable, le régime est un danger.

Le 15 octobre 1979 un coup d'Etat va essayer de contrecarrer le cours des choses. Des réformes sont promises, mais l'état de siège et le couvre-feu sont décrétés. La guerre contre le peuple est menée ouvertement avec le soutien éhonté de l'impérialisme nord-américain. Jusqu'à octobre 1981, la Commission de droits de l'Homme salvadorienne dénonce l'assassinats de 30 452 civils.

Le 10 janvier 1981, l'armée populaire du FMLN lance l'offensive générale. Depuis cette date les forces révolutionnaires ne cessent de remporter des victoires sur tous les terrains. Cependant, l'assistance militaire et économique de l'administration Reagan à la junte de Duarte est un facteur important de la prolongation de la guerre. C'est là aussi la cause du refus de la Junte d'entreprendre des négociations pour aboutir à la paix. Le peuple salvadorien est plus que jamais décidé à conquérir, par tous les moyens et malgré tous les sacrifices qui lui sont imposés, son droit à l'autodétermination.

□

Les élections salvadoriennes dans la politique de Reagan

Les stratégies de la politique extérieure nord-américaine sont, à vrai dire, de vieux joueurs de poker, et d'un poker rude, devenu légendaire dans les films du far-west. Ils ont toujours plusieurs possibilités lorsque ils redemandent des cartes, et ils essayent, si leur adversaire ou les observateurs ne font pas attention, d'en sortir d'autres de leur manche. En tout cas, ils ont déjà leurs revolvers sur la table.

Face à la condamnation de leur intervention dans la lutte du peuple salvadorien pour sa libération et pour la démocratie, face à la position adoptée par la plupart des gouvernements du monde favorable à une issue politique du conflit, et qui a trouvé sa plus haute expression dans la déclaration franco-mexicaine et la résolution de l'Assemblée générale de l'ONU, Reagan-Haig tentent de distraire les observateurs, pour mêler les cartes sous la table afin de déjouer les efforts du peuple salvadorien, et maintenir ainsi leur domination dans toute l'Amérique centrale et les Caraïbes.

Un de leurs truquages est le processus électoral qu'ils préparent avec la junte militaire et démocrate-chrétienne pour mars 1982. Ajoutons l'aide et l'assistance militaire et, au niveau économique, la mise au point du « *Mini-plan Marshall* », cet ensemble constitue un projet de solution à la crise salvadorienne qui en évitant une négociation, devrait les conduire à une victoire militaire préservant leurs intérêts.

La situation est complexe. Reagan-Haig ont, évidemment, d'autres alternatives sous la table : une intervention militaire avec leurs propres soldats ou ceux de leurs alliés, ou, en dernière instance, une négociation par la force.

Quels sont les objectifs concrets des élections ? La stabilisation de la dictature militaire et démocrate-chrétienne, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Pour l'étranger, améliorer l'image de la junte et rompre son isolement international ; sur le plan intérieur, les nord-américains essayent de surmonter les contradictions existantes entre la peau de chagrin à laquelle est réduite la Démocratie Chrétienne et le « front » des grands capitalistes (« *Alianza Productiva* »), ainsi que de resserrer leur coalition avec les forces armées.

Et le peuple salvadorien ?

Le peuple, il n'en est pas question. Les lois parlent de l'équilibre des pouvoirs, du peuple source du pouvoir, de sa liberté et de son droit à s'exprimer à travers des consultations électorales. Mais la réalité depuis l'indépendance en 1821 n'a été autre chose que coups d'état militaires pour frustrer plusieurs fois les victoires électorales populaires ; falsification des listes électorales ou duplication des cartes d'électeurs, afin que les militaires ou les partis au pouvoir puissent faire voter deux, trois, et même quatre fois leurs partisans ; répression violente contre la population, lorsque celle-ci s'est soulevée contre la fraude.

Voilà l'expérience salvadorienne des élections depuis toujours. Une fois seulement, pendant toute la vie indépendante du pays, le peuple a réussi à s'exprimer par cette voie, en 1931. Mais cela ne dura que très peu de temps, le président élu fut chassé par un coup d'Etat, qui ouvrit l'exercice du pouvoir aux forces armées.

Cependant le peuple a continué à chercher une issue par la voie électorale, même si chaque fois il a exprimé de plus en plus son rejet par l'abstention. En 1972, sa victoire dans les urnes fut mise en échec par le non-respect du vote émis, il répéta cette expérience en 1974 et 1977. Les preuves de la fraude furent reconnues par la Commission des relations du Congrès nord-américain, sous Carter.

Mise en scène électorale

Le peuple a donc été contraint à la résistance armée. Il ne pourra y avoir de démocratie, avec tout ce que cela implique, si le peuple ne remporte pas la victoire. Alors qui peut être dupe ? La communauté internationale ? Prétend-on gagner du temps politiquement et militairement ? De faux calculs. Le temps historique n'est plus de leur côté.

Voyons donc quels sont les arguments avancés par la junte et le gouvernement nord-américain pour justifier leurs élections et dans quel contexte se déroule ce processus, à deux mois de la mise en scène :

- 1) L'élection d'une assemblée constituante en 1982, et l'élection présidentielle en mars 1983, sont la seule issue politique pour que les salvadoriens puissent résoudre la crise « *sans intervention étrangère !* »
- 2) La médiation ou la négociation, par contre, ouvrirait la porte à « *l'ingérence étrangère !* »
- 3) Le FDR ne peut pas participer à ces élections, et moins encore, le FMLN, car ce ne sont pas des partis politiques. Pourraient y participer, « *ceux qui acceptent les règles du jeu* ». Le colonel Gutierrez, membre de la junte, fit cette déclaration quand il a décoré le général Pinochet. Tout un symbole ! On connaît « *les règles du jeu !* »
- 4) Le processus, déclara Gutierrez, — aura lieu en 1982 « *même sous les balles* » —. Les balles ne sont-elles pas un ingrédient de la sauce avec laquelle on fait la cuisine du pouvoir militaire ?

Dans un élan inexplicable, le président du Conseil central des élections, évidemment démocrate-chrétien, a reconnu qu'il est impossible de réaliser les élections sous l'état

de siège et le couvre-feu, et pour les partis de mener leur campagne électorale.

A deux mois des élections, l'état de siège est en vigueur : limitations des libertés d'expression, de réunion, et d'autres droits constitutionnels. Pour faire bonne figure, les militaires ont émis un décret excluant de ces limitations les candidats et dirigeants des partis inscrits ; la répression et les assassinats pourront continuer, spécialement contre la population civile.

Les partis inscrits jusqu'ici sont : le *Parti républicain* dirigé par le major d'Aubuisson, (accusé par l'opinion publique internationale d'être l'assassin de Mgr Romero), et dirigeant des groupes para-militaires ; le *Parti d'Orientation populaire* dirigé par le général Medrano, ancien directeur de la garde nationale, ancien chef d'Ordre (groupe para-militaire), et maître de D'Aubuisson ; le *Parti de conciliation nationale*, qui pendant près de 20 ans fut le support des présidents-colonels antérieurs : Rivera, Sanchez, Hernandez, Molina et Romero. Et le dernier, l'*Action démocratique* composée par de vieux avocats jouant la carte sociale-démocrate pour contre-balancer le *Mouvement national révolutionnaire*, membre du FDR, et qui évidemment rejette les élections.

Un dernier élément : la junte a décidé de procéder aux élections sans listes électorales. Les électeurs devront utiliser leurs cartes d'identité expédiées par les « *autorités* » : manège où les mêmes « *citoyens* » voteront tour à tour dans plusieurs bureaux. Plus encore, cette carte d'identité servira de contrôle pour sanctionner ceux qui n'auront pas rempli leur « *devoir et droit de citoyen* ». Les militaires profiteront pour exercer leur mission éducative sur le plan politique.

Faiblesse américaine

Les Salvadoriens savent ce que signifient en souffrances ces élections. Ils les refusent, et en ce moment précis, ils affirment qu'elles ne changeront pas la structure oligarchique du pouvoir, ni ne modifieront le contexte de militarisation de la société salvadorienne ni ne mettront un terme à l'exploitation. Elles ne résoudront en rien la crise qu'ils vivent, elles l'approfondiront.

L'entêtement des nord-américains pour les imposer indique au fond une profonde faiblesse : ils veulent mettre fin à leur isolement international vis-à-vis du Salvador ; ils veulent accroître leurs bases d'appui internes ; ils n'obtiendront qu'un plus grand isolement et une plus grande résistance. Ils échoueront et chercheront d'autres alternatives. Ils échoueront encore. Seul le peuple salvadorien, quel qu'en soit le prix, déterminera son propre avenir, un avenir qui lui a toujours été nié. □

Ce texte a été rédigé par Rafaël Menjivar, économiste salvadorien, ex-recteur de l'Université de San Salvador.

Bustamente : « De sérieux problèmes de guerilla... »

L'émergence des mouvements de masse salvadoriens et l'actuelle insurrection sont nées de l'impossibilité faite au peuple de s'exprimer par la voie légale. La Fédération des avocats du Salvador a fait connaître son refus de collaborer à la rédaction de la loi qui régira les élections de 1982 « parce qu'il n'existe pas, actuellement, les conditions nécessaires à la tenue d'un processus électoral ».

Dans son homélie dominicale, le 17 mai 1981, Monseigneur Rivera y Damas qui n'est pas — loin de là — Monseigneur Romero, lance une critique ouverte du projet : « Nous savons que de très nombreux salvadoriens éprouvent de fortes réticences devant les élections car le passé démontre qu'elles sont toujours une tromperie ». Comme pour lui donner raison, l'un des membres de la junte déclare douze jours plus tard : « Tous les partis politiques reconnus comme tels pourront participer aux élections, mais pas le FDR qui n'est pas un parti politique mais la façade démocratique de la guerilla ». Déclaration reprise le lendemain comme il se doit, et presque mot pour mot, par Deare R. Minton, nouvel ambassadeur des Etats-Unis à San Salvador.

L'exemple... du cône sud

Le Conseil central des élections, quant à lui, met au point en juin dernier un avant-projet de loi et s'entoure... des plus sérieuses garanties. L'un de ses membres, Rodriguez Rivas, fait la tournée des conseils ou tribunaux électoraux pour étudier la législation de nombreux pays. Il visite ainsi l'Equateur, Panama, le Costa-Rica, le Pérou, puis... le Chili, l'Uruguay et postérieurement l'Argentine où il se vante d'avoir pu étudier la loi électorale et la loi des partis politiques !

Le projet de loi prévoit que les partis inscrits aux élections antérieures sont d'office reconnus — article cousu sur mesure pour la Démocratie Chrétienne et le parti de la droite réactionnaire PCN —, mais que les nouveaux partis devront présenter la signature de trois mille membres pour être reconnus. Un peu plus loin, on apprend que les registres sur lesquels seront consignées ces trois mille signatures, avec les noms et adresses de leurs propriétaires, devront être accessibles au public afin que quiconque puisse les consulter. L'affaire serait risible si le plus abominable des drames n'était au rendez-vous. Dans un pays où 18 000 civils ont été massacrés en 19 mois par les forces de « sécurité » et les paramilitaires, ou l'archevêque de San Salvador, le recteur de l'Université, les six principaux dirigeants du FDR ont été exécutés, on voit mal qui pourrait prendre le risque de se désigner aussi naïvement aux coups des tortionnaires et des bourreaux.

Le cynisme des fantoches

Lorsqu'on l'interroge, le Docteur Bustamente, président du Conseil central des élections, ne se départit pas de sa tranquillité à en juger par les réponses faites lors d'une

interview réalisée en juin dernier et dont voici quelques extraits significatifs.

Q — Les registres établis par votre loi sont publics. Dans ce cas existe le problème de la sécurité des éventuels signataires. Qu'en pensez-vous ?

R — Le problème serait plus sérieux si on pouvait nous dire qu'il n'est pas certain que les partis qui se présentent ont leurs trois mille signatures. J'aurais beaucoup de soupçons si je ne pouvais constater de visu que le PDC par exemple, dispose effectivement de ses trois mille signatures. (On se demande bien pour quoi, puisque d'après cette loi, le PDC, présent aux élections antérieures, est inscrit d'office !). C'est sûr qu'il y a un risque, mais dans ce monde de violence, il faut savoir prendre des risques (!).

Q — Pensez-vous que le gouvernement pourra assurer la sécurité des partis et des participants aux élections, dans la mesure où une partie de l'armée s'oppose au processus de démocratisation et a les armes entre les mains ?

R — Nous ne croyons pas que fin mars le pays sera entièrement pacifié. Mais si on regarde une carte du Salvador, on voit qu'il y a des problèmes sérieux de guerilla ici, dans la région d'El Rosario par exemple. Et bien, si en mars les gens d'El Rosario ne peuvent pas voter ici, parce que la guerilla ne le permet pas, ils pourront aller voter à San Isidro ou l'armée pourra contrôler la situation. S'ils ne le peuvent pas à San Isidro, ils iront à San Simon ou à San Francisco Morazan.

Dans les endroits où il y aura trop de problèmes, les gens pourront aller voter ailleurs. (Et quand on n'a pas envie, ou qu'on ne peut pas répondre à une question très précise et

sans équivoque dans sa formulation, on répond complètement à côté !).

Du meurtre à la farce

Q — Hier encore, deux syndicalistes ont été abattus devant la porte de leur usine (cette interview a été réalisée en juin 81 à San Salvador). Pensez-vous réellement et sincèrement qu'une opposition quelconque puisse participer à ce processus électoral ?

R — D'abord, l'opposition à qui ? Généralement, quand on parle d'opposition, on parle d'opposition au gouvernement. A l'heure actuelle, le gouvernement est composé de deux démocrates-chrétiens et d'un militaire qui doit être neutre (!). Alors que se passe-t-il ? La guerilla veut résoudre le problème militairement. Nous voulons le résoudre politiquement. Ce n'est pas parce qu'une chose est difficile qu'il ne faut pas la tenter.

Q — Pensez-vous que, se référant aux élections antérieures, les salvadoriens vont avoir confiance dans ce scrutin ?

R — Nous devons gagner cette confiance, sinon le processus électoral sera un échec. Nous devons nous donner la possibilité de ce que, dans les villages les plus retirés, les observateurs de chaque parti soient admis à vérifier qu'il n'y a pas de fraude, pas d'urnes ambulantes. De ce que les résultats n'ont pas été changés à ANTEL (Compagnie des Téléphones et Télégrammes, étroitement liée à l'ITT), parce que antérieurement, les résultats arrivaient de l'intérieur par télégramme et étaient « arrangés » par cette officine. (L'information n'est pas inintéressante et confirme si besoin était ce que l'on sait des consultations ultérieures).

Le 20 décembre 1981, la junte a publié le texte définitif organisant la consultation. Elle a immédiatement suscité la protestation de l'opposition « conservatrice » dont les cinq partis politiques ont estimé que le règlement favorisait la Démocratie Chrétienne.

Le FMLN faisait savoir quant à lui que les combats se poursuivront avant, pendant et après la « farce électorale ». □



1932-1982 : un demi-siècle de répression et de dictature

22 Janvier 1932

Il y a 50 ans, le dictateur Maximiliano Hernandez Martinez opprimait dans le sang le plus grand mouvement insurrectionnel du peuple salvadorien. 30 000 morts, paysans sans terre, ouvriers agricoles, étudiants, ouvriers. Parmi eux, Farabundo Marti, dirigeant du mouvement révolutionnaire.

En 1932, l'économie salvadorienne, fondée presque exclusivement sur la culture du café, subit de plein fouet les conséquences de la crise de 1929. Les planteurs (0,2% de la population) refusent de faire les récoltes, qui en raison de la chute des cours du café, ne leur rapporteront rien. Les ouvriers agricoles n'ont alors plus aucune ressource.

Face à cette situation bloquée, le peuple commence à s'organiser. Il exige une réforme agraire que lui avait promise le président élu — le dernier — Arturo Araujo. Unis dans la Régionale des travailleurs, ils commencent leurs premiers mouvements de grève.

Depuis 1925, des groupes communistes travaillent clandestinement au Salvador. En mai 1930, ils appellent à manifester dans les rues de San Salvador. 80 000 ouvriers et paysans, — 6% de la population totale — répondent à cet appel. Cette manifestation fut suivie de beaucoup d'autres. Ouvriers et paysans défilent en criant : « *Nous voulons du travail, nous n'avons rien pour vivre* ».

L'étudiant Farabundo Marti incarne alors la révolution pour le peuple salvadorien, et prend la direction de la lutte. Grand travailleurs, énergique, connu de tous sous le surnom de « *El Negro* », il s'impose par son sérieux, sa passion et sa logique. Il a connu la prison puis l'exil, il a parcouru l'Amérique centrale, fondé en 1925 le Parti socialiste centre américain, à Ciudad Guatemala. Après avoir été lieutenant et secrétaire de Cesar Augusto Sandino, il rentre au Salvador et s'incorpore au processus révolutionnaire. Face à cette agitation montante, l'oligarchie fait appel à un homme de poigne, pour remplacer Araujo : un militaire — le premier — Maximiliano Hernandez Martinez. Il ne peut néanmoins empêcher les succès du Parti communiste aux élections municipales, malgré les fraudes. Ce qui encourage les mouvements de grève des ouvriers agricoles, qui se déroulent sous la menace de la Garde Nationale.

Le Parti Communiste lance alors une grève générale insurrectionnelle en cherchant le plus large consensus dans tous les secteurs jusque dans l'armée. Marti parcourt le pays, mais il est arrêté le 19 janvier en compagnie des autres dirigeants communistes Mario Zapata et Alfonso Luna. Le lendemain, Martinez décrète l'état de siège et la loi martiale dans l'ouest du pays.

Sous l'impulsion du Parti communiste, l'insurrection éclate le 22 janvier à minuit. Armés de machetes, les paysans attaquent les haciendas et tuent les gros propriétaires. Partout le peuple prend le pouvoir et des milices se mettent en place.

Farabundo n° 2

10 Janvier 1981

Il y a 1 an, les mouvements révolutionnaires du peuple salvadorien, unis dans un même front, le front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN), lancent une offensive générale qui radicalise la guerre ouverte contre le pouvoir oligarchique et marquent de nombreux points sur les terrains militaires et diplomatiques.

Le Général Martinez, entreprenant la Guerre sainte contre le Communisme, crée alors la Garde Civile qu'il envoie contre les paysans. Armées par les Etats-Unis, la Garde Civile et l'armée écrasent l'insurrection, dans les villes et dans les campagnes. Le bilan sera lourd : 30 000 morts en l'espace de quelques jours dont Farabundo Marti, Alfonso Luna et Mario Zapata.

Analyse d'un échec

L'analyse de cet échec a été faite par tous les mouvements révolutionnaires. Les structures encore peu solides des organisations, le faible développement de la classe ouvrière, l'ignorance des techniques militaires, et avant tout le manque d'armes, telles ont été les causes de cet échec.

Il faut ajouter que le rôle joué par les Etats-Unis a été déterminant. Décidés à intervenir au cas où la révolution triompherait à leurs portes, ils envoient leurs croiseurs dans les eaux territoriales salvadoriennes, et fournissent les mitrailleuses Thompson (600 coups/minute !) à l'armée salvadorienne.

Depuis 1932, la situation économique et sociale de la population salvadorienne n'a connu aucune évolution positive. La poussée révolutionnaire de 1932 s'est soldée par 30 000 morts; depuis 1979, 30 000 autres salvadoriens sont tombés victimes de l'armée et des groupes para-militaires aux ordres de la Junte. Mais ce peuple s'est donné cinquante ans après le massacre de 1932, les moyens de sa libération. Et c'est autour du symbole de Farabundo Marti que s'est faite l'union des forces révolutionnaires.

Voilà pourquoi apparaissent les premières organisations politico-militaires au début des années 70. L'avant-garde révolutionnaire comprend :

- les FPL (1970) Forces populaires de libération Farabundo Marti dont l'un des fondateurs est Cayetano Carpio. Elles sont composées de communistes partisans de la lutte armée, ouvriers et paysans. Leur stratégie est la guerre populaire prolongée.

- l'ERP (1970) Armée révolutionnaire du peuple, composée en majorité de Chrétiens sociaux, dont l'objectif est l'action militaire insurrectionnelle.

- les FARN (1974)

- le PCS, Parti communiste salvadorien qui abandonne en 1977 l'espoir d'arriver au pouvoir par la voie électorale et s'incorpore à la lutte armée révolutionnaire.

Les organisations populaires de masses comprennent par ailleurs

- le BPR (1975) l'organisation la plus importante : Bloc populaire révolutionnaire

- le FAPU (1975) dont les membres sont surtout des syndiqués urbains et des étudiants.

- les LP 28 Liges populaires du 28 février, étudiants et paysans

- l'UDN, Union démocratique nationaliste, opposition légale qui a gagné plusieurs élections, mais qui s'est vue ravir le pouvoir à la suite des fraudes électorales grossières (1977, par exemple)

- le MPL, de création récente

Union dans la lutte

Le mois de janvier 1980, voit le début du processus d'union des différentes organisations populaires et politicomilitaires. Le 11 janvier 1980, le BPR, le FAPU, les LP 28, l'UDN forment la CRM qui en avril 1980, s'unira au MNR, social démocrate, et à l'aile gauche de la Démocratie chrétienne (MDCP) pour former le FDR, Front Démocratique Révolutionnaire.

De la même façon, en mai 1980 toutes les organisations politico-militaires constituent l'unification, la DRU (Direction révolutionnaire unifiée) dont le commandement unique (CU) dirigera les actions des groupes politico-militaires.

Le 15 octobre 1980, le Front Farabundo Marti de libération nationale est créé : des organisations politico-militaires est réalisée.

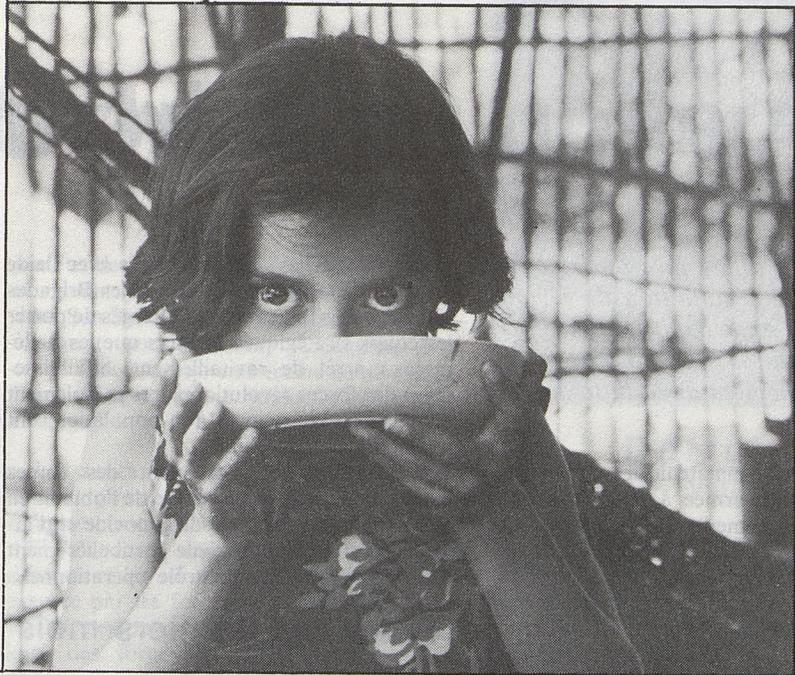
Le 10 janvier 1981 : le FMLN déclenche l'offensive générale alors que le FDR appelle tous les secteurs de l'économie à une grève générale insurrectionnelle.

Au même moment, le 14 janvier 1981, un dernier pas vers l'unité est franchi, le FMLN et le GDR constituent une commission politico-diplomatique (la CPD) afin que l'offensive générale ne soit pas seulement menée à l'intérieur, mais aussi à l'extérieur, auprès des gouvernements étrangers.

Cette offensive diplomatique portera ses fruits. La juste lutte du peuple salvadorien est désormais reconnue par nombre de gouvernements démocratiques. En signant leur déclaration commune, la France et le Mexique ont fait écho à cette lutte, et le 16 décembre 1981, l'assemblée générale de l'ONU ratifie par 68 voix contre 22 et 53 abstentions, une résolution demandant aux parties concernées au Salvador d'aboutir à une solution politique, reconnaissant du même coup le FMLN-FDR comme parties belligérantes.

□

Solidarité pour la santé



Parmi les multiples problèmes qui se posent aujourd'hui au peuple salvadorien la lutte pour sa santé se répète primordiale. Si la lutte politique et militaire vous apparaît, surtout avec la distance, la plus intense, la réalité quotidienne est faite d'un combat incessant contre la maladie et pour la préservation de l'intégrité physique des combattants et de la population.

Bien entendu il s'agit de secourir ceux qui sont atteints par les agressions de la junte, mais aussi et surtout de prendre en charge les problèmes de santé occasionnés par les terribles conditions économiques, matérielles et d'hygiène auxquelles ce peuple est actuellement soumis.

Ces derniers mois les services médicaux du FMLN ont entrepris des études afin d'évaluer l'état de santé de la population, plus particulièrement dans les zones sous contrôle, afin de mieux pouvoir apprécier l'effort nécessaire. Des enquêtes et des observations ont pu montrer l'état proprement dramatique de la population :

- 81% des individus souffrent de gastro-entérite
- 79% de dengue ou de pathologie virale
- 63% de catarrhe
- 70% d'amibiase
- 78% de parasitoses multiples
- 64% de mycoses superficielles
- 34% d'affections rhumatologiques
- 27% de pharyngo-amygdalite chronique
- 20% de troubles psychiatriques
- 15% de gales
- 10% de paludisme
- 8% de dénutrition grave
- 6% de tuberculose pulmonaire.

Face à cette situation les services médicaux du FMLN en coordination avec les brigades populaires de santé ont entrepris de développer des actions d'éducation, de prévention et mis en place un système de soins adapté.

D'abord un programme permanent d'éducation pour la santé a été instauré. La promotion de mesure d'hygiène en est l'objectif principal.

- Construction et utilisation de toilettes
- Popularisation de mesure d'hygiène individuelle : baignades quotidiennes, lavages des mains fréquents surtout avant la préparation des aliments.
- Maniement correct de l'eau et des aliments
- Traitement des ordures et des déchets
- Traitement des eaux et utilisation d'eaux potables
- Etudes diététiques pour un meilleur équilibre nutritionnel
- Une structure à trois niveaux a été développée pour répondre aux besoins de soins proprement dit.

Le premier niveau est formé d'unités médicales générales, travaillant dans chaque campement. Le deuxième niveau est formé par des cliniques ou des centres de santé coordonnés. Le troisième niveau comprend des hôpitaux généraux.

Selon la nature des soins à entreprendre les malades et les blessés sont adressés à la structure la plus appropriée. Des réunions collectives hebdomadaires ont lieu afin de quantifier les besoins et d'évaluer l'adéquation des moyens mis en œuvre autant au plan matériel qu'organisationnel.

Nous devons absolument prendre conscience que c'est dans l'aide pour l'accomplissement à ces tâches concrètes et fondamentales que notre solidarité doit s'exercer activement. Il faut savoir que plus la révolu-

tion salvadorienne progresse et plus ces besoins augmentent. C'est pour cette raison que le Comité de Solidarité avec le peuple d'El Salvador de Paris a créé une Commission médicale afin de faire connaître les problèmes qui se posent au Salvador au niveau de la Santé, et de promouvoir toutes actions susceptibles d'aider le peuple salvadorien dans ces objectifs.

Les besoins en matériels et en médicaments sont actuellement bien répertoriés. Nous avons depuis plusieurs mois tenté de faire parvenir sur place le matériel que nous avons pu rassembler. Mais le transport coûte cher, parfois plus que la valeur des choses transportées. De plus les circuits empruntés à partir de la France pour faire parvenir nos envois sont incertains.

Cependant l'existence d'une Commission médicale au sein du FMLN nous permet d'envisager actuellement un soutien financier direct qui nous semble le plus efficace. Le FMLN s'engage pour sa part à justifier de l'usage de toute aide financière qui lui sera faite.

La maladie fait aujourd'hui plus de ravage dans le peuple salvadorien résistant que la Garde Nationale.

Arrêter la maladie au Salvador c'est aussi donner les moyens au peuple salvadorien de retrouver sa liberté. La Santé : un pas vers la liberté du peuple salvadorien. Soutenez et popularisez la campagne financière Santé.

Adressez les dons au Comité de solidarité avec le peuple d'El Salvador.

Chèques au nom de : « Solidarité Salvador » (Santé)

Pour tout renseignement contacter le Comité au 68, rue de Babylone, 75007 Paris.

Un an après l'offensive générale du 10 janvier 1981

Bilan de la situation militaire au Salvador

Le niveau atteint par la guerre contre la junte et ses alliés nord-américains ces dernières semaines est seulement compréhensible à condition de reconnaître le degré d'audace, d'imagination, de créativité et de capacité pour former leurs forces militaires qu'ont eu les révolutionnaires salvadoriens et de considérer l'étroite relation qu'il y a entre le développement de la lutte armée et l'ample appui qu'elle a de la part du peuple.

A partir de 1979 la lutte armée a commencé à prendre une plus grande ampleur et la guérilla a franchi un nouveau pas en passant de la guérilla urbaine aux premières unités permanentes dans les campagnes. Les révolutionnaires profitent à ce moment là de toute l'expérience accumulée dans la période antérieure et commencent à tenter d'établir, sur la base de l'énorme appui populaire, non seulement le contrôle politique mais aussi militaire de quelques zones rurales.

Les campements « guerilleros » surgissent au sein même de la population paysanne, à peu de distance des hameaux et des agglomérations avec la protection et l'appui de leurs populations. Fin 1980, début 1981 un changement substantiel du rapport de force militaire entre le mouvement révolutionnaire et l'armée salvadorienne apparaît. Des colonnes « guerilleros » de la campagne et de forts contingents urbains mènent leurs premières grandes actions offensives à grande échelle le 10 janvier 1981. Elles ont démontré qu'elles avaient accumulé une force et une capacité militaire qui, si elle n'était pas encore suffisante pour vaincre, était une avancée qualitative et quantitative très grande par rapport à la période précédente.

L'armée, mise sur la défensive autour de ses points les plus stratégiques, a pu conserver le contrôle des villes et des agglomérations principales. La majeure partie des coups portés par l'armée aux forces révolutionnaires le furent dans les villes avec l'assassinat de cadres du mouvement de masse, elle a pu aussi récupérer des armes mais généralement hors d'état de fonctionnement.

Après le 10 janvier les forces révolutionnaires non seulement réussissent à contenir les actions offensives de l'ennemi mais aussi à passer dans certaines zones du contrôle politique au contrôle militaire. Ce mouvement qui est vital pour le développement de la guerre est ce qui, pour les forces révolutionnaires, constitue leur principale conquête militaire : l'établissement d'une arrière garde effective à l'intérieur même du territoire. Ceci permet le dépassement des obstacles qui empêchaient l'accumulation qualitative et quantitative de ses capacités militaires. L'établissement d'une arrière garde signifie pou-

Farabundo n° 2

voir s'entraîner, se maintenir armé en permanence et obliger l'armée à combattre pour réaliser ses déplacements. Une fois créées ces conditions, les révolutionnaires peuvent rassembler et regrouper leurs forces, développer leurs cadres et structurer leurs unités de base régulières, passer de la défensive à l'offensive et commencer un harcèlement à grande échelle contre l'ennemi.

Un progrès irréversible

Elles peuvent dès lors commencer à s'approvisionner sur l'ennemi, en armes et en munitions à plus grande échelle. Le fait de s'assurer une arrière garde est un progrès irréversible qui leur permet de s'adapter et de se préparer pour quelle que situation militaire qui se présente.

Les tentatives de l'armée pour maintenir le contrôle sur les zones dans lesquelles se meuvent les révolutionnaires ont été nombreuses. De janvier 79 à juin 81 plus de 40 opérations de nettoyage ont été menées, parfois jusqu'à sept fois de suite pour certaines zones.

La répétition successive des opérations sur les mêmes points est une preuve éloquente de l'échec de leurs résultats. Un exemple de ces opérations fut celle lancée du 9 mars au 3 avril 1981 dans le nord de Morazan sur la position connue comme la Guacamaya.

L'opération a duré 24 jours et a mobilisé jusqu'à 1 600 soldats avec l'appui de l'aviation, de l'artillerie et des mitrailleuses. Malgré un pillage et un bombardement intense, l'armée n'a pas réussi à occuper le terrain, preuve de la résistance farouche et de la solidité des forces du FMLN. Ce type d'action coûte à la junte 15 millions de dollars mensuels (d'après Duarte lui-même). De plus l'armée s'est retirée de Guacamaya avec 54 soldats tués ou blessés. Le FMLN en a eu 8 : 4 morts et 4 blessés. Les forces révolutionnaires ont surpassé adéquatement les tentatives d'affaiblissement et ont appris à combattre avec une grande économie de munitions, grâce à une tactique défensive et à leur connaissance du terrain.

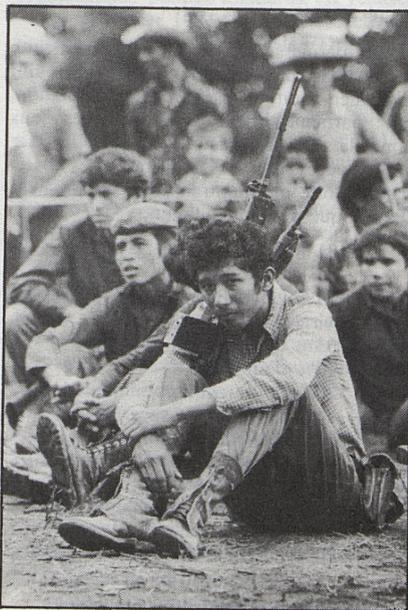
Pour améliorer les capacités opérationnelles de l'armée, 3 brigades anti-

insurrectionnelles ont été formées avec l'aide de conseillers nord-américains : les Brigades Atlacatl. Ces forces étaient chargées de porter les coups stratégiques une fois que les 3 éléments : arrêt de ravitaillement, affaiblissement des forces révolutionnaires et isolement de celles-ci par rapport à la population, ont atteint un bon niveau.

Cette stratégie d'isolement des forces révolutionnaires, l'armée tente de l'obtenir en appliquant une politique de génocide et d'attaque à la population civile particulièrement dans les zones sous contrôle opérationnel.

Bilan des derniers mois

Malgré l'aide massive en moyens militaires et la réorganisation de l'armée sous le commandement de centaines de conseillers militaires nord-américains et d'officiers formés aux Etats-Unis et dans les écoles du canal de Panama, elle n'a pas pu renverser la tendance qui domine le panorama d'un développement qualitatif-quantitatif du FMLN et d'une détérioration politico-militaire de ses propres forces. Pour rompre l'équilibre militaire atteint en juin malgré l'énorme disparité matérielle des deux parties, le FMLN a lancé ces derniers mois plusieurs attaques importantes occupant provisoirement des villes, multipliant les actions de sabotage des intérêts économiques de la



Détruire Radio Venceremos

Plus de 2 000 hommes de l'armée, de la Garde nationale et de la police participent à ces opérations. Un des objectifs principaux de cette offensive était de détruire Radio Venceremos, voix officielle du FMLN. Cette radio a fait depuis ses débuts (aux derniers chiffres disponibles de juin) un total de 300 émissions durant 125 jours ininterrompus (2 à 3 émissions quotidiennes) qui totalisent 300 heures d'émission (onde courte). Cette radio a permis de rompre le blocus informatif de la junte. L'audience de la radio qui transmet dans des conditions très difficiles depuis un front « guerillero », atteint toutes les Caraïbes et l'Amérique centrale, le sud des Etats Unis et l'Amérique du sud jusqu'au Venezuela. L'objectif de la junte a échoué et Radio Venceremos émet toujours.

D'importants combats ont eu lieu dans la région située entre les villes de Perquin, Torola, El Rosario, Meanguera et Joateca. Pour sa part le FMLN faisant preuve d'une

coordination parfaite entre les différents fronts de guerre a lancé de multiples opérations militaires dans deux importantes villes : San Miguel et Usulután. A San Miguel — troisième ville du pays — il a occupé les quartiers sud et pris une station de radio à travers laquelle il a transmis un communiqué au peuple salvadorien.

Le bilan de l'opération fut de 2 morts et plusieurs blessés dans les forces de l'armée et la récupération par le FMLN de plusieurs armes. A Usulután les forces populaires ont avancé dans la ville obligeant l'armée à se replier dans les casernes.

Ces opérations ont montré les capacités militaires atteintes par les forces du FMLN qui s'est montré capable de coordonner et d'organiser plusieurs centaines de combattants pour ces actions armées.

Le FMLN a réussi à briser un encerclement de ses positions dans le canton la Guacamaya du département de Morazan. Il a mis en échec la manœuvre de l'armée contre les groupes d'insurgés cantonnés au nord du chef lieu du département, San Francisco Gotera.

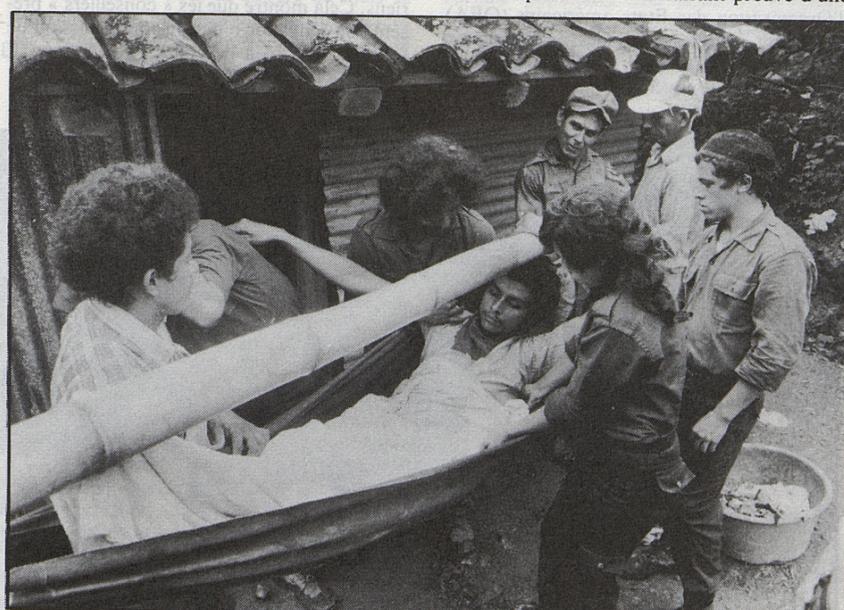
« Des guerilleros ont également commis des actes de sabotages, faisant sauter un pont à Tejutepique, dans le nord du pays et dynamitant 4 pylones électriques après quoi la capitale a été privée de courant pendant 13 heures... ainsi que plusieurs autres localités... » (d'après le Monde des 18 et 19 décembre).

Cette parfaite coordination des forces du FMLN est le fruit des progrès de l'unité des composantes du front, il existe maintenant des directions régionales unitaires et l'un des derniers campements sur la douzaine qui existent n'est pas un campement d'une organisation particulière mais du FMLN, en tant qu'organisation unitaire.

Les progrès du FMLN dans ses capacités d'organisation de coordination et d'unité politico-militaire montrent qu'il a su se donner les moyens de conduire le peuple à la victoire.

Article construit d'après le document « Acerca de la situación militar en el Salvador » de Joaquín Villalobos, commandancia general del FMLN, et l'interview par Radio Venceremos en France de Farid Handal.

Farabundo n° 2



Le borbier de Washington

Les expéditions colonialistes sont révolues, les aventures néo-colonialistes sont en difficulté. L'Histoire ne se répète pas, mais l'impérialisme garde toujours l'espoir de la conduire selon ses intérêts. Le cours de l'Histoire n'obéit qu'à sa propre dynamique : la disparition du néo-colonialisme suivra celle du colonialisme.

Au Salvador chaque degré dans l'escalade interventionniste est un pas supplémentaire dans un borbier impraticable.

En quittant la Maison-Blanche, Carter laissait à l'administration Reagan les conditions nécessaires à l'approfondissement de l'intervention militaire au Salvador, qu'il avait lui-même mise en marche. Reagan ne faisait qu'appliquer à la lettre le budget d'aide militaire à la junte salvadorienne voté par l'administration démocrate. Dès les premiers jours de l'année 1981 un pont aérien, depuis les bases nord-américaines de la zone du canal de Panama, acheminait des tonnes de matériel militaire à la junte mise en difficulté par l'offensive généralisée du Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN). Sous prétexte d'assurer l'entretien du matériel militaire sophistiqué, Reagan décide l'envoi d'une cinquantaine d'officiers de l'armée nord-américaine. Dans les faits, ces « conseillers » deviendront l'état-major réel de l'armée fantôme salvadorienne. Une des premières mesures du nouvel état-major est la préparation de « bataillons d'élite aéroportés ». La création des brigades « Atlacatl » répond à un double objectif : d'une part anéantir les principales bases de la guérilla en attaquant par surprise, et d'autre part pallier les difficultés rencontrées par l'armée dans ses déplacements. En effet les déplacements massifs de l'armée sont facilement détectables par la guérilla qui multiplie les embuscades ; l'arrivée à l'objectif visé est retardé et son efficacité rendue nulle. Des plus ces embuscades sont une des sources principales de ravitaillement en armes de l'armée populaire.

Alors que Carter était à la présidence, les grandes agences de presse se faisaient l'écho de la version proposée par le département d'Etat : au Salvador le pouvoir est entre les mains de la démocratie chrétienne décidée à promouvoir de profondes réformes malgré le climat de violence provoqué par les groupes terroristes d'extrême-droite et d'extrême-gauche.

Pendant l'année 1980 le massacre déclenché lors des obsèques de Mgr. Romero sur les marches de la cathédrale et l'assassinat des dirigeants du Front démocratique révolutionnaire (FDR) démontrent le caractère répressif de la junte et ses liens étroits avec les groupes d'extrême-droite.

Farabundo n° 2

Les succès remportés par le FMLN lors de l'offensive du mois de janvier 1981 n'étaient possible que grâce à un large soutien populaire. Du même coup la version rapportée par la junte sur les groupes de guérilleros isolés perd beaucoup de sa crédibilité.

Le pétard mouillé

Sur le plan international, l'administration Reagan doit non seulement justifier son intervention militaire directe mais encore assumer la défense politique de la junte. Pour ce faire elle envoie en Europe et en Amérique latine ses émissaires pour tenter de mobiliser ses alliés dans sa croisade contre le mouvement de libération. Les documents grossièrement falsifiés contenus dans « le livre blanc » n'ont convaincu personne. Cette campagne qui prétendait isoler les forces révolutionnaires et démocratiques n'était qu'un pétard mouillé.

Les « avocats » de la junte démocrate-chrétienne n'ont pas pu empêcher que la 38^e session de l'Assemblée des Nations-Unies ne condamne la politique génocide de la junte le 15 décembre dernier. Plus encore, c'est l'impérialisme nord-américain qui s'est retrouvé au banc des accusés pour ses ingérences dans les affaires internes du Salvador. Même les plus fidèles alliés européens n'ont pas jugé bon de le suivre. La « dame de fer » et le gouvernement démocrate-chrétien italien ont abandonné leur soutien à la junte de Duarte.

Les Etats-Unis ont dû, pour s'en sortir, réunir leur ministère des affaires coloniales : l'Organisation des Etats américains (OEA). Renouant avec les méthodes de pression et de chantage, le secrétaire d'Etat, Alexandre Haig a fait approuver une motion de soutien aux élections promises par la junte, dernière

cartouche de la propagande nord-américaine. Le gouvernement « démocratique » du Venezuela a été mis en avant par les Etats-Unis pour faire oublier que cette motion a été votée avant tout par les dictatures d'Argentine, de Bolivie, du Brésil, du Chili, du Guatemala, du Paraguay, de l'Uruguay...

La politique du gros baton suivie par Reagan pour résoudre le conflit salvadorien s'est avérée inefficace : aucun des objectifs qu'il s'était fixé n'a pu être accompli. Alors qu'il prévoyait l'anéantissement des forces révolutionnaires pour la fin de cette année. Un rapport du département d'Etat indique que les possibilités de victoire militaire de la junte sont inférieures à 50%. Sur le plan international nombreux sont les gouvernements, forces politiques, forum internationaux qui ont reconnu la représentativité du FMLN-FDR et qui appuient la solution politique qu'il préconise.

Ignorant l'opinion publique mondiale et niant le droit à l'autodétermination au peuple salvadorien, l'administration Reagan persiste dans la recherche d'un règlement militaire du conflit. Elle persiste à présenter les élections comme la seule solution politique. Mais le rapport de force militaire au Salvador l'oblige à renouveler et multiplier ses envois d'armes.

L'armée fantôme a perdu cette année 10% de ses effectifs (1), obligeant ainsi le Pentagone à former aux Etats-Unis même 1 600 soldats, dont 500 officiers salvadoriens. Cela montre que les « conseillers » présents au Salvador n'ont pas pour mission de former, mais bien de conduire la guerre. □

(1) Financial Times de Londres, du 13 octobre.



Alors
paysa
re, ce
dans
celle d
éclair



Au c
septent
certain
rilleros
haricot
avons v
qui dur
tions à
tion d'e
sées au
trouven
par l'ac
populat
être cu
d'une e
également
des pop
haleine
militaire
tielleme
té à la r
pes de r
tion et a
spécifiq

Dans
90 kms
organise
endroit,
pées, es
et comp
céréalièr
Les tac
mes, ho
les milic
lement
que per

Voyage dans les zones sous contrôle

Alors que la junte démocrate-chrétienne répand partout la rumeur que les paysans sont menacés par les guérilleros qui les empêchent de cultiver la terre, ces mêmes paysans se sont attelés à la culture de céréales et de légumes dans les zones sous contrôle de la guérilla, pour leur alimentation propre et celle des combattants. Le témoignage de José Ventura, de l'agence Salpress, éclaire cette réalité de la lutte du peuple salvadorien.



Au cours des jours passés dans la zone septentrionale du pays nous avons vu des centaines de paysans, de miliciens et de guérilleros en train de cultiver du maïs et des haricots. Les habitants des endroits que nous avons visité profitent de la saison des pluies, qui dure ici six mois, pour imaginer des solutions à leurs problèmes, comme la préparation d'engrais indispensables. Les terres utilisées aujourd'hui pour la culture du maïs se trouvent dans les zones qui ont été libérées par l'action conjointe des guérilleros et de la population, et remises à cette dernière pour être cultivées collectivement. Il s'agit donc d'une espèce de réforme agraire, destinée également à garantir l'approvisionnement des populations en vue d'une lutte de longue haleine contre l'armée et les groupes paramilitaires. Le Salvador étant un pays essentiellement agraire le FMLN s'est vu confronté à la nécessité de mettre sur pied des groupes de résistance et de défense de la production et a, à cet effet, développé une politique spécifique en matière agraire.

Dans un des camps que j'ai visité, à 90 kms de San Salvador, les paysans sont organisés en collectifs de production : cet endroit, situé entre deux montagnes escarpées, est pratiquement inaccessible à l'armée et compte au moins cinq collectifs de culture céréalière et quatre de culture maraîchère. Les tâches sont accomplies par tous, femmes, hommes et enfants. Ils sont aidés par les milices paysannes, qui les protègent également des embuscades ou des assassinats que perpétuent les forces armées de la junte.

On remédie au manque de tuyaux pour irriguer les champs par l'utilisation de bambous, plantes que les paysans vietnamiens avaient largement mis à profit dans leur guerre de libération : grâce à cela, le chou, les tomates, les concombres, et les radis peuvent pousser. La récolte et la distribution ont lieu collectivement, comme la production.

Dans chacune des zones sous contrôle de l'armée populaire, une structure politico-sociale, formée par des représentants de la population, est chargée de veiller à l'organisation de la santé, de l'éducation, de la propagande, du contrôle et de la distribution des vivres. Chaque semaine, le responsable fait un rapport des activités de son collectif de production ainsi que sur les progrès enregistrés.

Félix, un des paysans que nous avons rencontré, est âgé de 45 ans et dirige un de ces collectifs dans la région de Chalatenango. Sa femme et ses enfants collaborent également tant aux tâches militaires qu'agricoles du collectif. Il est venu d'une des zones les plus pauvres et les plus isolées du département. Il n'avait jamais pu disposer d'un lopin de terre à lui et travaillait comme journalier dans les grandes plantations de café de la région orientale. « Ils nous payaient très mal, nous dormions dans des barraquements de bois et étions très mal soignés », raconte-t-il. Lorsque sa hutte fut incendiée par l'armée, il dut fuir avec sa famille. Aujourd'hui il a décidé de mettre toutes ses forces au service de la révolution. Dos Santos, 71 ans, est un paysan qui malgré son âge a conservé toutes

ses forces. Il est au collectif de culture maraîchère, et ses fils combattent dans une unité du FMLN. « Maintenant je me sens heureux, car mes enfants luttent pour une cause juste » déclare-t-il. Toute sa vie il a travaillé sur des terres qui ne lui appartenaient pas, pour produire des richesses dont il ne profitait pas. Aujourd'hui la situation est tout à fait différente et il peut connaître de nouveaux aspects de vie sociale : produire collectivement pour des centaines de miliciens, d'habitants et de guérilleros, vivant dans cet endroit.

Malgré la situation de guerre que connaît le Salvador, dans chaque zone passée sous contrôle du FMLN, se développent la production agricole, l'éducation, l'alphabétisation, la fabrication de chaussures, d'uniformes et de sac-à-dos pour la population aussi bien que pour les combattants. En revanche les centres urbains sont bien plus touchés par la guerre que les campagnes, et tous les objets de consommation courante y ont atteint des prix astronomiques. Les haricots, le riz, le maïs, l'huile ou les patates y sont aussi bien plus difficiles à se procurer. Le chômage y a aussi beaucoup monté.

Les lois d'exception, telles que l'état d'urgence, la loi martiale, la militarisation des usines et des secteurs des services publics, ordonnés par la Junte, ont exaspéré la patience des milliers de Salvadoriens qui ont rejoint l'armée populaire. Au moment du départ, mon regard capte une inscription murale : « Chaque récolte rentrée est une bataille gagnée ».

Vers un renforcement de la solidarité européenne



La quatrième rencontre européenne des comités de solidarité avec le peuple d'El Salvador s'est tenue à Paris les 5 et 6 décembre. Elle avait été fixée à Mexico en octobre par les comités européens présents à la première rencontre internationale, pour essayer notamment de répondre à un de ses objectifs principaux, qui est d'améliorer les coordinations régionales afin de structurer une coordination internationale solide et efficace du travail de solidarité avec le peuple salvadorien.

Étaient présents à Paris les comités d'Allemagne, Autriche, Belgique (Comités Flamand et Francophone), Danemark, États-Unis (observateur), France, Pays-Bas, Portugal et Suisse.

Les comités ont d'abord fait le bilan des activités des derniers mois, dont les plus importants ont été presque partout centrés sur la journée du 27 novembre, anniversaire de l'assassinat de six dirigeants du FDR par la Junte salvadorienne.

● Allemagne :

A Bonn, une manifestation devant l'ambassade salvadorienne.

Des meetings locaux, des tracts d'information. 10 000 dollars recueillis auprès des syndicats en novembre.

● Autriche :

Un grand meeting public à l'Université de Vienne.

● Belgique :

a) Comité Flamand

Des réunions larges dans plusieurs villes regroupant de nombreuses personnes et organisations pour planifier les activités de solidarité pour l'année prochaine.

Du 22 décembre au 22 janvier : un mois de soutien financier aux réfugiés se trouvant à l'intérieur du Salvador.

b) Comité Francophone

Bruxelles : Drapeau symbolique à la Place de la Monnaie.

● Danemark :

Réunion publique dans la deuxième ville du pays. Edition d'un livre avec les photos des 6 dirigeants assassinés.

● France :

Marche Nationale sur Paris le 28 novembre avec 10 000 personnes, soutenue par le PS, PC, CFDT, CGT, FEN, les comités de toute la France et plusieurs autres organisations solidaires.

● Pays-Bas :

Meetings dans plusieurs villes. Communiqué de presse du comité national.

● Portugal :

Rassemblements à Lisbonne et dans une autre ville importante.

Meetings locaux.

Publication d'un communiqué de solidarité dans la presse.

Campagne de cartes à envoyer au Premier Ministre et à l'Épiscopat portugais, ainsi qu'à Napoléon Duarte.

Présentation d'une troisième motion (deux ont été déjà approuvées) au Parlement républicain la Junte et l'intervention des États-Unis au Salvador.

● Suisse :

Du 14 au 21 novembre, une semaine sur l'anti-intervention, dont une journée pour le Salvador.

Prochaines activités

Suivant le plan d'action défini à Mexico, les prochaines activités se centreront sur le 22 janvier, une journée mondiale de solidarité avec la Révolution salvadorienne, commémoration de l'insurrection de 1932, mois de l'unification des forces révolutionnaires et début de l'offensive générale. A cette date, un communiqué signé par tous les comités européens sera publié dans la presse de tous les pays, et une pétition sera envoyée au Parle-

ment européen ainsi qu'au siège des Nations Unies à Genève.

Au mois de mars, des commémorations de l'assassinat de Mgr. Romero seront effectuées avec la participation d'organisations religieuses dans plusieurs pays. La campagne pour les réfugiés se développe et continuera les mois prochains, accompagnée par l'exigence de la libération des prisonniers politiques. Cependant l'accent sera mis sur la campagne financière de soutien aux résistants salvadoriens, déjà commencée dans certains pays et qui sera renforcée par des contacts avec les forces syndicales afin de demander une heure de salaire pour le peuple salvadorien.

Quant aux mécanismes de coordination européenne, les comités ont décidé de se limiter à un échange régulier d'informations et de matériel ainsi qu'à un partage des responsabilités pour les tâches régionales. Avant de développer une coordination européenne avec une structure centrale, il faut consolider les coordinations nationales.

Suite à la discussion politique sur la participation dans le mouvement anti-interventionniste en Amérique Centrale, liée aux comités Nicaragua et Guatemala, les comités El Salvador ont conclu que cette participation peut ne pas être contradictoire avec le soutien spécifique au peuple salvadorien, à condition de préserver un axe central sur El Salvador et la dénonciation des formes concrètes d'intervention.

Renforcer la solidarité

L'esprit régnant au cours des discussions a démontré une conscience générale du besoin d'élargir et d'intensifier les liens des comités avec les forces locales afin de renforcer la solidarité, en tenant compte des spécificités nationales — participation dans le mouvement pour la paix, différents contacts avec les partis politiques, gouvernements, groupes parlementaires, etc. — et des tâches prioritaires selon les besoins les plus urgents du peuple salvadorien dans sa lutte pour l'autodétermination et contre l'intervention impérialiste.

Deux camarades de la représentation du FMLN-FDR en France ont pris la parole avant la clôture de la réunion. Ils ont notamment rappelé l'importance de la solidarité internationale pour la victoire du peuple salvadorien, faisant un appel aux comités pour renforcer les pressions auprès des gouvernements afin qu'ils reconnaissent la légitimité de cette lutte et de ses avantgardes et aussi pour développer d'une manière urgente les campagnes de soutien financier dont les résistants salvadoriens, qui se trouvent dans les nombreuses zones, ont de plus en plus besoin. □

Une crise politique économique et sociale

La crise profonde que traverse la société salvadorienne, dont la guerre populaire est la manifestation la plus exacerbée, touche tous les aspects de la vie économique, politique et sociale du pays.

Pour comprendre la situation actuelle, il est nécessaire de reprendre les principaux facteurs qui sont à la base de ce bouillonnement social, bouillonnement qui place le Salvador au centre de l'attention des peuples et des gouvernements.

L'année charnière dans l'histoire du pays a été l'année 1932, marquée par l'insurrection populaire et par le massacre de 30 000 personnes. Ce fut le point culminant des luttes contre un niveau de vie insoutenable et contre un régime qui niait l'exercice de la démocratie et de la liberté. Elle fut marquée en outre par l'instauration d'une dictature militaire, garante de la défense des intérêts oligarchiques et de l'ordre politique établi.

L'économie salvadorienne repose sur l'exportation des produits agricoles (café, coton, canne à sucre), dont la culture a réduit au minimum celle des denrées alimentaires. Ce fait rend l'économie du pays très faible et très vulnérable aux fluctuations des cours internationaux des prix. Cependant, ce qui détermine en premier chef la précarité de l'équilibre économique interne est l'injuste répartition du revenu national et de la propriété de la terre. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : 0,02% de la population détient presque 40% des terres du pays; un propriétaire reçoit par jour le revenu de 6 968 familles.

C'est précisément là, la source d'un niveau de vie très bas pour les couches laborieuses. Le Salvador est un pays au taux de mortalité infantile très élevé; la malnutrition est généralisée et cause des maladies endémiques; les services médicaux et sanitaires limités dans les villes, sont pratiquement inexistantes à la campagne. Il est évident qu'une telle situation ne peut qu'engendrer un mécontentement général et une croissante aspiration au changement. C'est pour cette raison que l'oligarchie, depuis 1932, a confié les rouages de l'Etat et de son appareil répressif à l'armée. Celle-ci s'est chargée de défendre les intérêts oligarchiques, imposant à toute la nation salvadorienne un régime dictatorial qui a étouffé dans le sang toute protestation populaire. Les emprisonnements, la disparition systématique des citoyens, les massacres répétés de la population, ont été les méthodes utilisées par tous les gouvernements qui se sont succédés tout au long de ces 50 ans. L'état de siège et le couvre feu ont été décrétés à

plusieurs reprises dans le pays. Depuis le coup d'Etat de 1979, toutes ces pratiques antidémocratiques et antipopulaires se sont aggravées au point qu'aujourd'hui on peut dire que le gouvernement de Duarte mène une guerre ouverte contre le peuple.

Cette situation, où une petite minorité détient le contrôle des principales activités économiques et où s'exerce un pouvoir politique despotique, est le cadre d'une profonde crise sociale.

L'exode vers autres pays, notamment le Honduras, a été un phénomène permanent. Exode provoqué par l'absence dans le pays de terres qui puissent offrir un travail permanent. Il faut le répéter encore une fois, les grandes masses paysannes n'ont la possibilité de travailler que deux ou quatre mois par an.

Dans les villes aussi

Ce tableau ne change qu'en apparence dans les villes. Le taux de chômage et de sous-emploi dans les villes est de 60%. Ce gâchis humain n'a pas seulement des conséquences économiques. L'alcoolisme et la prostitution sont aussi des phénomènes profonds de la société salvadorienne.

Les enfants sont voués dès le plus bas âge à une dure réalité, où la sur-exploitation sévit sans pitié. L'école est un privilège : 60% de la population est analphabète.

Il n'y a pas un seul aspect de la vie sociale qui ne soit atteint par la précarité. Le logement, par exemple : dans les zones urbaines, le nombre moyen de personnes pour une pièce est de 3,1. Le manque d'égoûts est de 64% dans les grandes villes, à la campagne le déficit d'eau potable est de 65%.

Ces chiffres nous montrent que dans le cadre de la domination oligarchique, ces problèmes sociaux ne peuvent être résolus. Il ne s'agit pas d'une incapacité, mais d'une logique, selon laquelle il est nécessaire, pour faire pression sur les salaires, d'une armée de chômeurs. Les bas salaires sont la garantie d'un taux de profits élevé pour l'oligarchie et pour les compagnies transnationales. D'ailleurs, les organismes internationaux posent cela comme condition pour accorder des prêts. Les compagnies étrangères n'ont fait qu'aggraver la situation, car leur implantation dans le pays n'obéissait à d'autres fins que la rentabilité des capitaux transnationaux.

Ce sont les oligarques et les compagnies étrangères qui fixent les salaires, donc aussi le niveau de vie. La dictature se charge de préserver le calme social.

Ces problèmes ont toujours existés au Salvador. Aujourd'hui il y a un élément nouveau : une volonté populaire de changer l'ordre économique imposé par l'oligarchie. Un désir ardent de libertés démocratiques, bafouées par le régime politique au service de

l'oligarchie et de l'impérialisme nord-américain.

C'est la détermination opiniâtre de milliers et milliers de salvadoriens pour trouver une solution nationale à cette crise, qui est le fait déterminant et décisif dans la période actuelle. Cette volonté a pris forme au long de ces années dans les organisations populaires, qui ont mené une lutte tenace et constante, essayant toutes les voies possibles. La répression permanente et les fraudes répétées ont appris aux masses populaires qu'il était impératif de prendre les armes pour obtenir une paix sociale vraie et la possibilité réelle de s'adonner aux tâches économiques et sociales les plus urgentes.

La lutte du peuple salvadorien a une longue histoire. Les organisations populaires renouvelant dans la pratique les méthodes de lutte, ont su mobiliser des larges couches pour conquérir des améliorations de salaires et de vie. La grève bien qu'inscrite dans la loi, a été proscrite de la pratique sociale. Seulement 3 ou 4 grèves ont été reconnues comme conformes à la loi, depuis la législation de 1950. Les organisations populaires n'ont pas seulement conduit des grèves, mais à plusieurs reprises ont remporté des victoires importantes. Les patrons comme les autorités ont dû s'asseoir à la table de négociations avec les représentants des organisations jugées par la dictature comme hors la loi.

Il est utile de souligner que ces grèves avaient aussi un caractère politique très élevé. Citons un exemple, la grève de travailleurs de la compagnie nationale d'électricité en mars 1979, fut lancée en outre contre la privatisation de leur entreprise. Un autre trait marquant de ces luttes a été l'exigence d'un meilleur traitement des patrons envers les travailleurs. Une aspiration majeure des travailleurs salvadoriens est la conquête de leur dignité et leur prise en compte comme personnes responsables à l'intérieur des entreprises.

L'essor de la lutte revendicative durant la décennie 70 a conduit l'impérialisme et l'oligarchie à procéder au coup d'Etat d'octobre 1979.

Le rapport des forces dans le pays et la claire compréhension des solutions à apporter à la crise, oblige la junte, malgré sa pratique répressive et antipopulaire réelle, à adopter un langage contraire aux intérêts qu'elle défend. Un gouvernement qui désire avoir le soutien populaire au Salvador doit se présenter comme étant essentiellement anti-oligarchique. Ceci est la cause de la fausse réforme agraire décrétée par la junte. Mais le peuple salvadorien, fort de son expérience, longue et douloureuse, entend être lui-même le maître de son destin et est décidé à acquiescer dans une haute lutte son droit à l'autodétermination.

Renaissance du mouvement paysan révolutionnaire

C'est en 1974 qu'apparaissent les premiers signes de renaissance du mouvement paysan révolutionnaire, avec en 1975, la formation de deux syndicats : la FECCAS, « Fédération chrétienne des paysans Salvadoriens et l'UTC », « Union des travailleurs de la campagne ». En 1977, ils s'unissent pour former la « Fédération des travailleurs de la campagne », FTC, qui regroupe une grande majorité des ouvriers agricoles et des paysans pauvres.

Le Salvador connaît actuellement une grave crise économique qui frappe tous les secteurs, et plus particulièrement l'agriculture et la population paysanne. Mais la crise économique actuelle n'est qu'un symptôme d'une crise beaucoup plus profonde qui est celle du système économique et de ses structures d'exploitation et de domination. C'est ainsi que, dépouillés de leurs terres par une oligarchie de plus en plus puissante, les paysans se sont trouvés soumis à un système qui ne répondait plus à leurs besoins. De nombreux paysans doivent alors s'engager comme salariés agricoles, saisonniers pendant la seule période des récoltes, exploités et sous-payés, dans les grandes exploitations exclusivement consacrées aux cultures d'exportation : café, coton, et canne à sucre, qui accaparent les meilleures terres au détriment des cultures vivrières traditionnelles comme le maïs, le riz et les haricots rouges. Ces produits connaissent alors de fréquentes pénuries, leurs prix augmentent et deviennent inaccessibles pour le paysan pauvre. Un autre secteur de la population rurale est composé de petits propriétaires dont la situation ne cesse elle aussi de s'aggraver, par le manque de terres et le coût très élevé de leur location. Le paysan doit alors s'endetter et rembourser des intérêts extrêmement élevés, permettant à peine de récupérer les efforts investis et d'assurer la survie de sa famille.

Réforme agraire ou militarisation des haciendas ?

En 1980, la réforme agraire qui prétendait redistribuer la terre aux paysans et éliminer les tensions sociales, n'a fait que les aggraver en instaurant, en fait de réforme, une militarisation progressive des haciendas, dont le principal objectif était de contrôler et d'anéantir le mouvement paysan organisé. Il s'en suivra une répression d'une férocité inégalée, qui prend aujourd'hui l'allure d'un véritable génocide.

C'est donc condamnés à la misère, que les paysans s'organisent et ne cessent de lutter pour leurs besoins les plus élémentaires. En 1974, la FECCAS réclame une réforme agraire intégrale, un salaire minimum et la libre organisation syndicale pour les ouvriers agricoles. En 1977, face au refus des propriétaires et du gouvernement d'adopter un projet de loi sur la location des terres, les paysans de la FECCAS et de l'UTC, soutenus par le Bloc populaire révolutionnaire, décident d'occuper les terres, défendant par là, leur droit à la vie et au travail. Face à cette nouvelle poussée combative des organisations paysannes, les exploitateurs répondent avec les méthodes qui les caractérisent : mensonges, menaces et répression violente.

La Bloc populaire révolutionnaire donne son appui total à la lutte des travailleurs de la campagne, et lance un appel à tous les travailleurs, pour qu'ils s'incorporent aux activités syndicales, leurs démontrant que seule une force organisée et combative, leur permettra de contenir la répression et d'obtenir la libération définitive.

Soutien paysan au FMLN

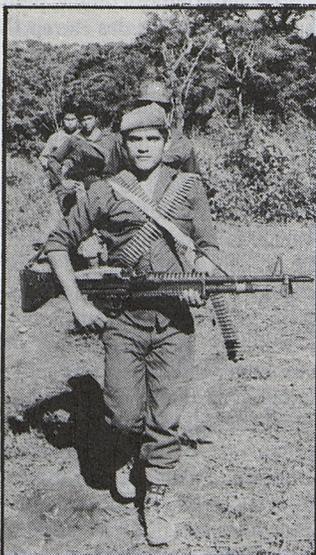
Aujourd'hui, la population paysanne tout entière apporte son soutien au front de libération nationale, le FMLN. Elle aide à l'approvisionnement des combattants, s'incorpore aux milices d'autodéfense et rejoint de plus en plus massivement les rangs de la guérilla.

Sur le plan économique les paysans poursuivent les occupations de terres et récupèrent celles que l'oligarchie abandonne pour fuir le pays. Leur mise en culture permet de produire les aliments de première nécessité. Quant aux produits d'exportation, ils subissent un boycott de la part des paysans, qui refusent de les récolter ou détruisent les récoltes avant l'expédition, ce qui vise à affaiblir le pouvoir de l'oligarchie et de la junte civilo-militaire au pouvoir.

Aujourd'hui, l'alliance de tous les secteurs de la population rend la victoire possible, et lorsque le peuple a épuisé toutes les voies pacifiques pour conquérir sa dignité, il ne lui reste plus qu'à prendre les armes pour lutter jusqu'à la libération définitive. « Lorsqu'on ne peut écrire l'histoire avec une plume, on l'écrit avec le fusil »

(Farabundo Marti)

En bref... en bref... en bref... en bref...



5 décembre
Plusieurs départements du Salvador ont été privés d'électricité suite à des actions de sabotage réalisées par les forces révolutionnaires. Ces actions ont affecté principalement la région orientale et la ville de Suchitoto au centre du pays.

6 décembre
A San Miguel, les forces du FMLN ont occupé toute la région sud, pris une station radio à travers laquelle ils ont diffusé un communiqué au peuple salvadorien.

La Junte militaire démocrate-chrétienne a lancé une de plus grandes offensives militaires —

avec plus de 4 000 soldats — dans la zone contrôlée par le FMLN du Morazan.

16 décembre
L'Assemblée générale de l'ONU a ratifié par 68 voix contre 22, et 53 abstentions, une résolution soutenue par la France et le Mexique se prononçant pour une solution politique négociée et « l'établissement d'un gouvernement démocratiquement élu », et pour l'autodétermination du peuple salvadorien. Elle déplore les violations des droits de l'Homme par les groupes para-militaires et l'armée. L'ONU rappelle les règles de droit international contenues dans l'article n° 3

de la convention de Genève et enfin elle condamne tout ingérence extérieure ainsi que l'envoi d'armes et l'aide militaire à la Junte par les Etats-Unis.

17 décembre
La disparition des frères, Roque Antonio et Juan José Dalton, fils du poète Roque Dalton, combattants du FMLN a été dénoncée à Mexico par de nombreuses organisations et personnalités latino-américaines. Elles exigent du gouvernement de Duarte le respect de leur vie et l'application de la loi internationale sur les prisonniers de guerre.

Israël, homme de main des Etats-Unis

Il y a quelques jours, le département d'Etat nord-américain a annoncé la reprise des livraisons d'armes au régime dictatorial du Guatemala. En 1977, l'administration Carter s'illustrant par sa politique démagogique sur les droits de l'Homme, interrompt officiellement son aide militaire au Guatemala. En fait, grâce à l'intervention de leur fidèle instrument, Israël, les Etats Unis n'ont jamais cessé leur guerre contre le peuple du Guatemala comme le dénonce l'ORPA (organisation révolutionnaire du peuple en armes).

D'après un rapport du SIPRI (institut international pour la recherche de la paix), depuis 1976, Israël a été l'unique fournisseur de matériel de guerre. L'industrie d'armement israélienne a trouvé au Guatemala, comme dans plusieurs pays d'Amérique latine un marché florissant. En effet, le développement de la production de guerre est indispensable aux visées expansionnistes d'Israël dans le monde arabe et à ses plans d'agression contre le peuple palestinien. D'où l'importance de tels marchés.

Equipement israélien

Dès 1976 le Guatemala s'est équipé en avions ARANA, conçus pour décoller et atterrir sur pistes réduites. L'entretien et l'utilisation de ces avions a été supervisé par des techniciens et des pilotes aériens. En novembre 1977, l'armée guatémaltèque a reçu de l'artillerie légère : mortiers, bazookas, lance-grenades etc... et équipé entièrement ses troupes de fusils GAML à la place du GARAND M-I. Pour ceux-ci les Etats Unis

ont livré 5 millions de cartouches. Au cours de la même année le Guatemala a acheté à Israël un système sophistiqué de communication. Fin 1980 des experts israéliens ont installé un circuit radar composé de 5 éléments, qu'ils contrôlent et dirigent.

En plus de ces livraisons d'armes, Israël conseille le gouvernement guatémaltèque pour mener à bien sa politique de terreur et de guerre psychologique : des spécialistes ont installé pour les services secrets militaires un central de renseignements informatisé qu'ils dirigent.

Le terrorisme d'état mené par le régime guatémaltèque est calqué sur celui qu'applique Israël contre la population palestinienne : il consiste à écraser, toute revendication populaire quel qu'en soit le prix. Quelques exemples illustrent cette convergence idéologique, comme le massacre de l'ambassade d'Espagne le 31 janvier 1980. A cette occasion 39 paysans venus dénoncer pacifiquement la répression militaire qu'ils subissaient dans leur village furent brûlés vifs lors de l'assaut donné par l'armée.

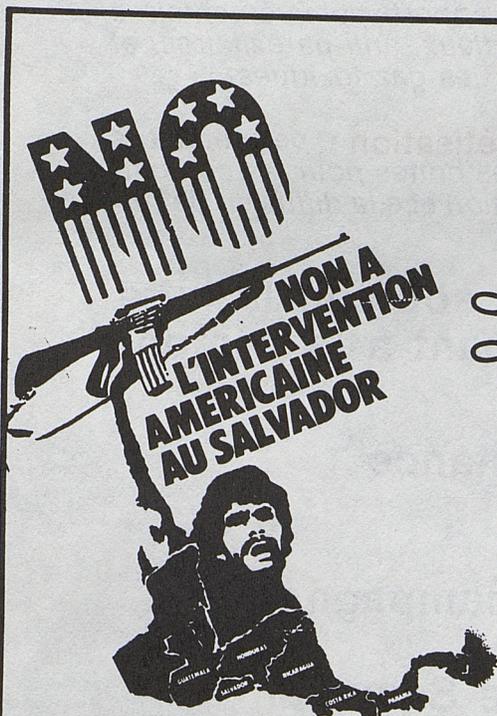
Contre-insurrection

Israël joue un rôle important dans l'élaboration des plans de contre-insurrection. Ces projets impulsés par le gouvernement à grand renfort de propagande et l'armée au plan national cherche à contrôler la population; par exemple par la mise en place de fermes collectives, les programmes démographiques d'alphabétisation ou la distribution de parcelles de terre... Israël a apporté une

assistance particulière et constante au développement des fermes collectives du type Kibboutz. Israël a attribué une cinquantaine de bourses à des guatémaltèques, et parmi eux à de nombreux officiers, pour qu'ils se spécialisent en matière de coopérativisme et d'agriculture. Le nombre de boursiers n'a pas cessé d'augmenter les années suivantes. Pour le gouvernement et les théoriciens de la contre-insurrection, la coopérativisme est un des moyens les plus efficaces dans la lutte contre le mouvement révolutionnaire et les organisations de guérilla. L'aide des « techniciens » à l'installation des fermes collectives est mise à profit par le gouvernement et l'armée pour justifier leur présence dans certaines régions du pays, couvrir les actes des services de renseignements, recruter des espions. L'objectif étant de pénétrer la population, susciter de faux espoirs chez les paysans et de limiter l'appui qu'ils donnent à la guérilla.

Les zones dites « Coopérativisme en développement » ont subi la répression la plus violente. Actuellement; avec la progression de la guerre populaire révolutionnaire au Guatemala dû à l'unité de ses forces de guérilla, l'impérialisme, malgré l'aide d'Israël et d'autres pays comme l'Argentine et le Chili voit chanceler le gouvernement répressif de Lucas Garcia, et avec lui ses intérêts. C'est pourquoi on peut s'attendre à ce que l'administration Reagan intervienne de plus en plus directement pour soutenir le régime génocide guatémaltèque.

D'après l'ALAI (agence latino-américaine d'information).



ABONNEMENTS A FARABUNDO

- 6 numéros : 25 F
- Abonnement de soutien : à partir de 50 F
- Abonnement + adhésion au Comité salvador : à partir de 100 F

FORMULE D'ABONNEMENT

Nom :

Prénom :

Adresse :

Somme versée :

Comité de solidarité avec le peuple d'El Salvador,
68 rue de Babylone, Paris 7°.

Abonnement seul

Soutien

Abonnement + adhésion

Un million pour la résistance salvadorienne

Au Salvador, c'est tout un peuple qui lutte pour son droit à l'autodétermination. Cette volonté populaire se heurte à la politique génocide de la junte au pouvoir (30 000 victimes depuis le coup d'état du 15 octobre 1979), qui vise à maintenir une situation d'oppression politique et sociale. Le peuple doit aussi faire face à la politique d'intervention de l'impérialisme nord-américain et de ses alliés.

L'administration Reagan intervient militairement par la fourniture massive d'armes, l'envoi de « conseillers » militaires, et par la formation des officiers et troupes d'élite de l'armée salvadorienne. Elle fait également intervenir les armées du Guatemala et du Honduras au Salvador.

Les Etats-Unis assument la défense politique de la junte dans les forums internationaux, par la voix de ses hauts fonctionnaires, la diffusion de calomnies et de mensonges à travers le « livre blanc » et autres campagnes d'intoxication.

Les Etats-Unis interviennent aussi économiquement par l'envoi de millions de dollars afin de maintenir à flot l'économie salvadorienne.

Malgré les efforts de l'impérialisme, les forces révolutionnaires et démocratiques, réunies dans le FMLN-FDR remportent des victoires déterminantes. Cette avancée de la lutte se concrétise par le contrôle politico-militaire de larges parties du territoire, la capacité d'initiative dans la conduite de la guerre, et la mise en échec des multiples contre-offensives de la junte. C'est pour continuer la lutte et la mener jusqu'à la victoire que le FMLN-FDR doit répondre aux besoins les plus élémentaires des combattants et de la population civile. Nous engageons donc une campagne financière, centrée sur trois axes fondamentaux :

- **Campagne contre la malnutrition** : permettant d'assurer une ration minimale des principaux aliments, haricots, maïs et riz.
- **Campagne pour la santé** : permettant de couvrir les besoins préventifs (vaccination anti-tétanique, assainissement de l'eau, apports complémentaires en vitamines, etc.) et curatifs (traitements anti-infectieux, anti-parasitaires, et traitements contre la déshydratation provoquée par les gaz toxiques).
- **Campagne pour l'équipement et l'alphabétisation** : permettant la fourniture de vêtements pour la population civile, des bottes pour les combattants, ainsi que le matériel nécessaire à l'alphabétisation et à la diffusion de l'information culturelle et politique.

Nous vous appelons aujourd'hui à soutenir la lutte du peuple salvadorien, en participant à la campagne :

Un million pour la résistance
salvadorienne

Versez vos dons au compte de la campagne :
BICS N° 4043008640

Chèques libellés : 1 million pour le Salvador
Comité de solidarité avec le peuple salvadorien
68, rue de Babylone 75007 PARIS